

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud - CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 16 septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 03/09/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARC-EN-CIEL 2034**

2 Route de La Navale  
44220 Couëron

**Référence :** N3-2025-0973  
**Code AIOT :** 0006301049

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement ARC-EN-CIEL 2034 implanté 2 route de la Navale 44220 Couëron. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC-EN-CIEL 2034
- 2 route de la Navale 44220 Couëron
- Code AIOT : 0006301049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARC-EN-CIEL 2034 exploite, sur la commune de Couëron, une usine de traitement des déchets multi-activités qui comprend une unité de valorisation énergétique (UVE) d'ordures ménagères résiduelles, un atelier de tri des collectes sélectives (ATCS) et un centre de préparation de combustibles solides de récupération (CSR), dénommé atelier tout venant (ATV).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi des équipements - Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 08/01/2009, articles VIII-3 et VIII-7-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi des équipements - Robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-3 et VIII-7-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-4 et VIII-7-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suivi des équipements - Système d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-4 et VIII-7-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques - Exhaustivité du contrôle	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-5-2 et VIII-7-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Installations électriques - Prise en compte des observations	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-5-2 et VIII-7-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII-5-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-1-1 et 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

Pour une non-conformité majeure concernant les installations électriques, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

L'exploitant fait part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Suivi des équipements - Extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2009, articles VIII-3 et VIII-7-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Article VIII-3 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques, notamment : (...) - d'extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. La répartition et le nombre sont conformes aux règles en vigueur ; (...). Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs établi par la société DESAUTEL le 26-06-2024. Celui-ci met en évidence plusieurs non-conformités, en particulier, 1 extincteur à requalifier, 3 extincteurs présentant de la corrosion, 2 extincteurs présentant des chocs au niveau de la cuve, 1 extincteur hors tolérance, 15 extincteurs manquants et 5 extincteurs non conformes. L'exploitant a alors présenté un ordre de travaux réceptionné le 11-12-2024 (avec une commande du 07-11-2024) prenant en compte les observations émises. Le prochain contrôle est prévu à partir du 08-09-2025. L'exploitant a également précisé que des rondes de sécurité ont été mises en place lors desquelles est, en particulier, vérifiée la présence des extincteurs. Par ailleurs, il a été constaté que, dans le rapport présenté, 22 extincteurs ont plus de 10 ans (à la date de l'inspection) et 29 extincteurs auront plus de 10 ans dans les 12 prochains mois (à la date de l'inspection).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des extincteurs pour 2025. Le cas échéant, il précisera les dispositions prises si des observations figurent dans ce rapport.</b> <b>Il doit s'assurer du respect de la périodicité annuelle du contrôle (durée de 12 mois entre 2 contrôles). Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b> <b>L'exploitant doit remplacer (ou requalifier), dans les meilleurs délais, les extincteurs ayant plus de 10 ans et anticiper le remplacement (ou la requalification) des extincteurs ayant plus de 10 ans dans les 12 prochains mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°2 : Suivi des équipements - Robinets d'incendie armés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-3 et VIII-7-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Article VIII-3 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques, notamment : (...) - de robinets d'incendie armés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents ; (...). Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des robinets d'incendie armés établi par la société DESAUTEL le 26-06-2024. Celui-ci met en évidence plusieurs non-conformités, en particulier, 5 RIA manquants et 1 RIA présentant une fuite à l'axe. L'exploitant a présenté un ordre de travaux réceptionné le 27-12-2024 concernant une intervention sur 2 RIA. Le prochain contrôle est prévu à partir du 08-09-2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les actions correctives pour prendre en compte l'ensemble des observations figurant dans le rapport de vérification pour 2024. Il précisera les dispositions prises et transmettra les justificatifs correspondants.</b> <b>Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des robinets d'incendie armés pour 2025. Le cas échéant, il précisera les dispositions prises si des observations figurent dans ce rapport.</b> <b>Il doit s'assurer du respect de la périodicité annuelle du contrôle (durée de 12 mois entre 2 contrôles). Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°3 : Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> AM du 06-06-2018 - Article 8 : Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. AP du 08-01-2019 - Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des

<p>éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Certains bâtiments sont équipés de systèmes de désenfumage.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des systèmes de désenfumage établi par la société DESAUTEL le 11-07-2024.</p> <p>Celui-ci met en évidence plusieurs non-conformités, en particulier, 2 commandes détériorées (câble sectionné), 1 plaque de polycarbonate alvéolaire (PCA) très endommagé, 3 PCA percées et des cartouches de plus de 10 ans.</p> <p>Il précise également qu'un coffret n'a pas pu être testé du fait de la présence de déchets empêchant d'y accéder.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu préciser lors de la visite les actions correctives prises pour prendre en compte ces observations.</p> <p>La commande pour la vérification de l'année 2025 du 02-06-2025 a été présentée ; cependant, l'exploitant a précisé que la date de la vérification n'a pas été fixée au jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les actions correctives pour prendre en compte les observations figurant dans le rapport de vérification de l'année 2024. Il précisera les dispositions prises et transmettra les justificatifs correspondants.</b></p> <p><b>Il précisera la date de la prochaine vérification.</b></p> <p><b>Il doit s'assurer du respect de la périodicité annuelle du contrôle (durée de 12 mois entre 2 contrôles) et que le contrôleur puisse accéder à toutes les installations devant être vérifiées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°4 : Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-4 et VIII-7-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article VIII-4 : Le site dispose d'un système de détection d'incendie composé a minima d'une caméra thermique pour la fosse OM, de détecteurs d'opacité, fumées ou étincelles disposés dans les locaux et zones à risque incendie mentionnée à l'article 8-1-1, y compris le local du groupe électrogène et le local air comprimé.</p> <p>Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté plusieurs rapports de vérification du système automatique de détection d'incendie établis par la société CHUBB en juin 2025.</p> <p>Plusieurs observations figurent dans ces rapports ; en particulier, la nécessité de nettoyer certaines caméras et quelques dérangements.</p>

<p>Quelques caméras de détection de fumées et quelques détecteurs de flammes n'ont pas pu être vérifiées du fait de la présence de déchets à proximité ou de l'absence de nacelle.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les dérangements présents au niveau de l'armoire SSI qui demandent une intervention mais ne mettent pas en cause le fonctionnement de la détection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant précisera les dispositions prises pour prendre en compte les observations concernant les dérangements figurant dans les rapports.</b></p> <p><b>L'exploitant doit s'assurer, lors du prochain contrôle, que l'ensemble des équipements devant être vérifiées sont accessibles.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°5 : Suivi des équipements - Système d'extinction automatique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-4 et VIII-7-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article VIII-4 : La zone de réception des collectes sélectives est protégée par un réseau de sprinklers (...). La zone de stockage aval de la collecte sélective triée y compris la partie extérieure est protégée par un réseau de sprinklers.</p> <p>La zone process de l'ATCS est protégée par un sprinklage. (...)</p> <p>Dans l'atelier tout venant, le broyeur est protégé (...) par un rideau d'eau (déluge). Les granulateurs sont protégés par des rideaux d'eau (déluge). Un réseau de sprinklage couvre l'espace de granulation et de broyage et la sortie de ces zones. La zone de stockage-broyage de CSR est également sprinklée. (...)</p> <p>Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Certains bâtiments et stockages (en particulier, au niveau de l'ATV et de l'ATCS) sont protégés par un système d'extinction automatique d'incendie comprenant, notamment, 2 moto-pompes et 2 réserves d'eau d'incendie de 500 m<sup>3</sup> chacune.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification du système d'extinction automatique d'incendie établi par la société UXELLO le 03-04-2025.</p> <p>Plusieurs observations sont émises dans ce rapport ; en particulier, il est précisé que 2 observations concernant les sources B1 et B2 nécessitent des actions correctives. De plus, une zone n'est plus protégée par le dispositif suite à la mise en évidence de fuites sur le réseau.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les actions correctives mises en place pour prendre en compte ces observations.</p> <p>Il a également précisé que les vérifications hebdomadaires sur le système d'extinction automatique d'incendie (incluant le démarrage des motopompes) sont réalisées en interne par l'équipe de maintenance et sont enregistrées dans la GMAO.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

**L'exploitant précisera les dispositions prises pour prendre en compte les observations concernant le système d'extinction automatique d'incendie figurant dans le rapport suite à l'intervention du 03-04-2025.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N°6 : Installations électriques - Exhaustivité du contrôle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-5-2 et VIII-7-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de prévention

**Prescription contrôlée :**

Article VIII-5-2 : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques établis par la société APAVE entre le 22-04 et le 28-05-2025.

Dans chaque rapport, sont précisés les documents nécessaires à la vérification et les limites d'intervention.

D'une part, certains documents nécessaires à la vérification n'ont pas été fournis ou de manière incomplète.

D'autre part, des limites d'intervention particulières sont notées.

En particulier, il est précisé que la mise hors tension des cellules HT n'a pas été réalisée ; de plus, il est noté que certaines visites initiales suite à modifications n'ont pas été réalisées.

Enfin, dans le rapport concernant l'UVE, il est précisé que certaines vérifications n'ont pas été réalisées du fait de l'inaccessibilité des matériels (inaccessible sans moyen d'accès sécurisé ; local inaccessible ; installation hors service lors du passage ; absence d'accès dégagé ; serrure dégradée rendant l'ouverture impossible ; ...).

Concernant les visites initiales, l'exploitant a précisé que celles-ci ont été réalisées, que les éléments ont été transmis au contrôleur mais que ceux-ci n'ont pas été repris dans le rapport de vérification.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit s'assurer, lors du prochain contrôle des installations électriques de l'établissement, de l'exhaustivité du contrôle réalisé. En particulier, il doit s'assurer de l'accessibilité de l'ensemble des installations électriques.**

**Il doit également s'assurer de la mise à disposition de l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation du contrôle.**



<b>Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b>
<b>Concernant les visites initiales, les documents justificatifs seront, de nouveau, transmis à l'organisme de contrôle.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### **N°7 : Installations électriques - Prise en compte des observations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-5-2 et VIII-7-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article VIII-5-2 : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Article VIII-7-3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires ; systèmes de détection et d'extinction ; portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques établis par la société APAVE entre le 22-04 et le 28-05-2025 ainsi que les certificats Q18 associés.</p> <p>Dans le rapport concernant l'ATCS, sont mises en évidence 57 observations (dont 14 nouvelles). 4 observations sont reprises dans le certificat Q18 concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Dans le rapport concernant l'ATV, sont mises en évidence 173 observations (dont 36 nouvelles). 24 observations sont reprises dans le certificat Q18 concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Dans le rapport concernant l'UVE, sont mises en évidence 225 observations (dont 80 nouvelles). 51 observations sont reprises dans le certificat Q18 concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Dans le rapport concernant l'établissement, sont mises en évidence 4 observations (dont aucune nouvelle). 3 observations figurent dans le certificat Q18 concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a présenté l'état d'avancement du plan d'actions défini suite à la vérification réalisée en 2024. Il a également précisé que le plan d'actions pour prendre en compte les conclusions des rapports réalisés en 2025 n'avait pas été établi à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit remettre en conformité les installations électriques de l'établissement, dans les meilleurs délais, en prenant en compte, prioritairement, les observations listées dans les certificats Q18.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°8 : Installation de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII-5-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 04-10-2010 susvisé.
<b>Constats :</b> L'analyse du risque foudre a été mise à jour en mai 2018. L'étude technique a été mise à jour en janvier 2019. Elle précise les protections complémentaires à mettre en place contre les effets directs (déplacement d'un PDA ; mise en place d'un nouveau PDA ; 1 prise de terre à modifier ; 1 prise de terre à créer) et contre les effets indirects (mise en place de parafoudres). En préalable à la visite, l'exploitant a transmis un dossier des ouvrages exécutés justifiant la réalisation des travaux établi en mai 2020. Cependant, dans le rapport de vérification visuelle établi par l'APAVE en juin 2023, il est demandé la transmission de l'étude technique et la vérification complète après travaux. En conséquence, de nombreux points ne sont pas conclusifs sur la conformité de l'installation. Des non-conformités sont également relevées, en particulier, sur les fixations des dispositifs de capture et des conducteurs de descente, sur les prises de terre (non mesurables) et sur les caractéristiques des parafoudres mis en place. Lors de la visite, l'exploitant a rappelé que l'étude technique a été établie et que des travaux complémentaires ont été réalisés. Il a précisé qu'une vérification complète est programmée en octobre 2025 pour refaire un point complet sur l'état des installations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre faisant suite au contrôle programmé en 10-2025. Le cas échéant, il précisera les actions correctives prises pour prendre en compte les observations émises.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelque soit la température extérieure, et notamment en période de gel. Ils font l'objet de vérifications périodiques dont les résultats sont consignés. La ressource en eau incendie est au minimum assurée par : - 2 réservoirs de 500 m <sup>3</sup> d'eau claire pour le besoin du sprinklage ;

<p>- 1 réservoir de 500 m<sup>3</sup> pour l'usage des pompiers ;</p> <p>- 3 poteaux d'incendie normalisés de diamètre 100 mm, permettant de délivrer chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 4 bar. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>3 réserves d'eau d'incendie de 500 m<sup>3</sup> (dont 2 sont dédiées à l'installation d'extinction automatique d'incendie) sont présentes à l'entrée du site.</p> <p>3 poteaux d'incendie sont implantés au Nord du site.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des poteaux d'incendie établi par la société DESAUTEL le 30-12-2023. Celui-ci précise que pour 2 poteaux d'incendie, le débit est de 111 m<sup>3</sup>/h à 1 bar et que pour le 3<sup>ème</sup>, le débit est de 130 m<sup>3</sup>/h à 1 bar.</p> <p>Aucune mesure n'a été réalisée à 4 bar.</p> <p>Le prochain contrôle des poteaux d'incendie est programmé en septembre 2025.</p> <p>Par ailleurs, les fosses des quais 1 et 5 sont équipées chacune de 2 canons. L'exploitant a précisé que le bon fonctionnement de ces matériels est réalisé en interne hebdomadairement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant s'assurera, lors du prochain contrôle, que le débit de chaque poteau d'incendie est d'a minima 60 m<sup>3</sup>/h à 4 bar. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification correspondant.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°10 : État des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, articles VIII-1-1 et 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article VIII-1-1 : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisée ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. (...)</p> <p>Article VIII-1-2 : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges décrit précédemment à l'article VIII-1-1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks des déchets présents sur le site. Celui-ci est mis à jour hebdomadairement. Il précise, pour chaque catégorie de déchets, les quantités présentes sur le site. Par contre, il n'est pas associé à un plan des stockages.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant joindra à l'état des stocks des déchets présents sur le site un plan localisant chaque stockage, en précisant pour chacun d'entre eux le type de déchets et la quantité présente. Ce plan sera inclus au plan de défense incendie.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>